

Elle tient également des séances exceptionnelles sur la demande du Commissaire de la République en cas de variations brusques dans les cours des produits.

ART. 4. — La mercuriale ainsi fixée par la commission et approuvée par le Commissaire de la République en conseil d'administration est publiée au journal officiel du Territoire.

ART. 5. — Est abrogé l'arrêté susvisé du 3 juillet 1935.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mai 1938.

MONTAGNE.

Régime pénitentiaire

Lomé, le 4 mai 1938.

NOTE pour messieurs les directeurs des prisons de Lomé, Anécho, Tsévié, Atakpamé, Palimé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango.

Je prie messieurs les directeurs des prisons du Territoire de vouloir bien me faire tenir, sous le timbre du bureau des affaires politiques, économiques et sociales, le premier et le quinze de chaque mois, un état journalier faisant ressortir, pour chaque prison, le nombre des détenus employés et la nature des travaux auxquels ils sont astreints.

Je vous rappelle que sous aucun prétexte les détenus ne peuvent être autorisés à coucher en ville et ne peuvent servir de domestiques aux fonctionnaires, quelles que soient leurs qualités.

Le Commissaire de la République,
MONTAGNE.

Santé publique

ARRETE N° 262 abrogeant les arrêtés nos 222 et 226 du 16 avril 1938 mettant sous le régime de passeport sanitaire des voyageurs en provenance de la Gold-Coast et sous la surveillance sanitaire les navires en provenance de Kéta.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Sur la proposition du délégué du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas de fièvre-jaune n'ayant été signalé à Kéta depuis le 15 avril 1938 les arrêtés nos 222 et 226 du 16 avril 1938 sont abrogés à la date du 5 mai 1938 à 24 heures.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mai 1938.

MONTAGNE.

Création d'un jardin corporatif

ARRETE N° 265 autorisant la création d'un jardin commun et corporatif pour les services des chemins de fer, du wharf et des travaux publics du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le rapport n° 444 de l'ingénieur principal, chef du service des travaux publics et des transports du Togo en date du 7 mai 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création d'un jardin commun et corporatif à l'usage des agents européens des chemins de fer, du wharf et des travaux publics du Territoire.

ART. 2. — Sont approuvés les statuts fixant l'organisation et le fonctionnement de ce jardin commun et dont un exemplaire est joint au présent arrêté.

ART. 3. — Une subvention de cinq cents francs (500 frs.) dite de « première mise » et une fois payée est accordée, pour les frais de première organisation de ce jardin corporatif.

Cette subvention sera supportée comme suit :

350 frs. sur les crédits du chap. 11, art. 1, § 1 du budget annexe du chemin de fer et du wharf;

150 frs. sur les crédits du chap. 10, art. 3, § 7 du budget local.

ART. 4. — En aucun cas et sous aucune prétexte, il ne sera affecté aux travaux dudit jardin même à titre de cession de main-d'œuvre, du personnel en service au chemin de fer, au wharf et aux travaux publics.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mai 1938.

MONTAGNE.

Moyens de transport

CIRCULAIRE à messieurs les commandants de cercle, l'administrateur-maire de Lomé, les chefs de service et les délégués.

Durant le premier trimestre 1938 les rentrées budgétaires ont marqué une moins-value importante par rapport aux recettes effectuées durant la même période en 1937. Il importe de limiter les dépenses de matériel et de transport au strict nécessaire.

Dans le souci de coordination du rail et de la route qui préoccupe à juste titre le chef du service des travaux publics et des transports, vous donnerez tout votre appui en utilisant le plus souvent possible le rail toutes les fois que les circonstances vous le permettront.

En ce qui concerne l'utilisation des voitures automobiles, je fais appel à votre clairvoyance pour vous demander de limiter les dépenses de carburant et lubrifiant aux seuls transports administratifs. Le décret du 26 mai 1937 entré en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1938, précise bien que les voitures automobiles qui sont dans les cercles et les services n'ont aucune

affectation personnelle et si certains véhicules sont plus spécialement affectés à la santé publique ou à l'administration territoriale, aucun n'est affecté en propre à un fonctionnaire et cette seule constatation vous permettra d'étudier la possibilité de prévoir des tournées communes par divers fonctionnaires lorsqu'aucune raison majeure ne l'empêchera.

J'attache le plus grand prix à l'exécution stricte de ces instructions que je vous prie de suivre à la lettre dans le seul intérêt des finances locales.

Le Commissaire de la République,
MONTAGNE.

Statut du personnel auxiliaire

RECTIFICATIF au supplément du journal officiel n° 346 du 15 mars 1938 comportant la liste supplémentaire des agents auxiliaires en service au Territoire au 1^{er} mars 1938.

Au lieu de :

SECTEUR DE TRYPANOSOMIASE

Lotta Emmanuel	150 francs
Kola Louis	150 —
M'Bessi Yohanes	150 —
Mignona Lucas	125 —
Bakerga Louis	125 —

Lire:

SECTEUR DE TRYPANOSOMIASE

Akim Joseph	125 francs
Chakondo Ouréya	125 —

(Le reste sans changement).

ACTES DIVERS CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Rappel pour services militaires

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les lois des 1^{er} avril 1923, 31 mars 1924, 17 avril 1924, 9 décembre 1927, 19 mars 1928 et 31 mars 1928 accordant des rappels et bonifications d'ancienneté pour services militaires;

Vu le décret du 4 novembre 1936 portant promotions dans le personnel des administrateurs des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un rappel d'ancienneté pour services militaires de 4 ans, 6 mois, 13 jours est conservé dans son emploi actuel par M. Gradassi (Marc, Antoine) administrateur en chef des colonies.

ART. 2. — L'arrêté en date du 20 novembre 1936 attribuant des rappels d'ancienneté pour services militaires, est rapporté en ce qui concerne M. Gradassi, administrateur en chef des colonies.

Fait à Paris, le 7 février 1938.

T. STEEG

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Promotion

Par arrêté n° 260 en date du :

4 mai 1938. — Est promu au grade de surveillant de 1^{re} classe, pour compter du 4 mai 1938, M. Angeletti Laurent, surveillant de 2^e classé du cadre local européen des travaux publics.

Affectations

Par décisions n° 351 et 352 des :

3 mai 1938. — Pendant l'absence de M. le Glatin, adjoint des services civils affecté provisoirement à Mango, M. Maillet, adjoint principal des services civils, est chargé temporairement des fonctions d'agent spécial, et de surveillant chef de la prison de Lama-Kara cumulativement avec ses fonctions actuelles.

4 mai 1938. — M. Challier, médecin capitaine des troupes coloniales est nommé chef de la subdivision sanitaire de Sokodé, inspecteur des viandes de boucherie et observateur météorologique de la station climatologique de Sokodé.

M. Piriou, médecin lieutenant des troupes coloniales, est nommé chef de la subdivision sanitaire de Mango, inspecteur des viandes de boucherie et observateur météorologique de la station climatologique de Mango.

Commission

DECISION N° 335 nommant une commission.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 décembre 1937 déterminant pour l'A. O. F. et le Togo les infractions auxquelles s'applique la loi d'amnistie du 12 juillet 1937;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission composée de :

M. M. Gradassi, administrateur en chef des colonies, *Président*

Mouragues, administrateur-adjoint de 1^{re} cl. des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République, Laugier, ingénieur-adjoint des travaux publics,

Perret, adjoint principal hors classe des services civils,

Saint Cricq, commis principal du trésor,

Folly Michel, commis principal d'administration chargé de la section du personnel *Secrétaire*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur les demandes formulées par les agents des cadres locaux européens du Togo susceptibles de bénéficier des dispositions du décret du 5 décembre 1937 susvisé.

ART. 2. — Pour chaque affaire le président désignera un rapporteur parmi les membres de la commission.

La commission statuera les intéressés dûment appelés et entendus.

Les délibérations sur l'avis qui sera pris par la commission auront lieu hors la présence des personnes en cause.